

Psei

Pour citer cet article :

Jean-François Guilhaudis,
" Faits marquants : les grands conflits en 2017 ",
, , , ,
mis en ligne le 15 novembre 2018.
URL : <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=1915>

[Voir l'article en ligne](#)

AVERTISSEMENT

Les publications du site REVEL sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Conditions d'utilisation - respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle

L'accès aux références bibliographiques et au texte intégral, aux outils de recherche ou au feuilletage de l'ensemble des revues est libre, cependant article, recension et autre contribution sont couvertes par le droit d'auteur et sont la propriété de leurs auteurs.

Les utilisateurs doivent toujours associer à toute unité documentaire les éléments bibliographiques permettant de l'identifier correctement et notamment toujours faire mention du nom de l'auteur, du titre de l'article, de la revue et du site Revel. Ces mentions apparaissent sur la page de garde des documents sauvegardés sur les postes des utilisateurs ou imprimés par leur soin.

L'université de Nice-Sophia Antipolis est l'éditeur du portail REVEL@Nice et à ce titre détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation du site.

L'exploitation du site à des fins commerciales ou publicitaires est interdite ainsi que toute diffusion massive du contenu ou modification des données sans l'accord des auteurs et de l'équipe Revel.

Faits marquants : les grands conflits en 2017

Jean-François Guilhaudis

Professeur honoraire à l'Université Grenoble-Alpes

Cet article présente les transformations de la guerre du terrorisme, les principaux conflits en voie d'aggravation (Afghanistan, Yémen, Mexique, Birmanie et le conflit entretenu par Boko Haram dans la région du lac Tchad), d'amélioration (Irak, Syrie, Darfour) et le conflit de Somalie resté stable.

This article presents the transformations of the war of terrorism, the main worsening conflicts (Afghanistan, Yemen, Mexico, Burma and the conflict maintained by Boko Haram in the region of Lake Chad), of improvement (Iraq, Syria, Darfur) and the Somalia conflict remained stable.

guerre du terrorisme, Afghanistan, Yémen, Mexique, Birmanie, Boko Haram, lac Tchad, Irak, Syrie, Darfour, Somalie.

Terrorist war, Afghanistan, Yemen, Mexico, Burma, Boko Haram, Lake Chad, Iraq, Syria, Darfur, Somalia. Faits marquants : les grands conflits en 2017

I. Introduction

Cet article présente les grands conflits signalés au n° 9 de la vue d'ensemble, comme les plus importants en 2017, du point de vue de la sécurité internationale. Elle couvre l'année 2017 et l'on s'est efforcé de donner les principaux éléments intervenus jusqu'à la fin juin 2018.

La guerre de l'Etat islamique est le conflit majeur de l'année 2017, pendant laquelle il subit une transformation et, contrairement aux apparences, s'aggrave. Pour les autres conflits, l'aggravation est aussi la tendance la plus répandue.

II. Les transformations de la guerre terroriste de l'Etat islamique.

(53) Vedette de l'année 2014, à cause de la proclamation du Califat le 29 juin et d'avancées territoriales rapides en Irak, qui rendirent nécessaire, pour contenir sa progression, la création d'une coalition arabo-occidentale, dès le mois de septembre, l'Etat islamique atteint son apogée de proto-Etat l'année suivante. Fin 2015, début 2016, son extension territoriale est à son maximum, il recrute, se comporte en Etat barbare et totalitaire dans les territoires qu'il a conquis, frappe ses adversaires sur leur sol et se diffuse, s'étend, au-delà de son territoire irako-syrien.

Depuis lors, la situation a beaucoup évolué. L'Etat islamique a perdu nombre de batailles et beaucoup de terrain, au point que fin 2017, on ne le voit presque plus sur la carte.

A-t-il pour autant disparu ? La réponse est non. Un autre fait très remarquable est que, à côté de cet effacement en 2016 et en 2017, en Irak et en Syrie, la diffusion de

l'EI dans d'autres Etats, s'est poursuivie. Les attentats, sur le sol ennemi, ont fait de même. L'Etat islamique est donc toujours là, il s'adapte, se transforme. Il est et va rester présent, autrement. Il offrira désormais une cible beaucoup plus réduite et bien plus difficile à traiter.

II.1. La perte des territoires conquis.

(54) Pour être précis, Il faut distinguer entre l'Irak et la Syrie, car la guerre de l'EI s'y déroule, dans des contextes différents.

C'est d'abord en Irak, où il est né, que Daech a progressé. Cette progression a été ponctuée, par la prise de villes symboliques, Falloujah et Mossoul, ville où fut proclamé le Califat, particulièrement. On fixe l'extension territoriale maximale de l'EI en Irak en août 2014. Le recul commence donc avec l'intervention de la coalition. Pendant un temps, recul et avancées vont aller ensemble. Tikrit est perdue à la fin mars 2015, mais Ramadi est prise par l'EI en mai. Le mouvement de repli va cependant s'accélérer en 2015 avec la perte, après Tikrit et Baiji, de Sinjar et de Ramadi en fin d'année. Entre la mi 2014 et la fin 2015, l'EI a perdu 40% du territoire qu'il contrôlait en Irak. Le coup est rude, pour l'image du Califat et du point de vue financier et logistique.

Ce recul s'est poursuivi en 2016 et 2017. En 2016 Falloujah lui sera reprise fin juin, les offensives vers Mossoul, engagées en mars, parviendront à l'encerclement de la ville fin novembre, préparant l'assaut final. Fin 2016, l'EI avait beaucoup perdu de terrain, le nombre de ses combattants s'était nettement réduit, mais il restait puissant. La bataille de Mossoul, où il offrira une résistance acharnée, le montrera, puisqu'elle va durer jusqu'au 10 juillet 2017. Après cela viendra encore la perte de Tall Afar et d'Al-Qaïm et, le 9 décembre 2017, le gouvernement irakien, sans doute un peu optimiste, pourra déclarer que l'EI a été chassé de toutes ses positions en Irak.

Cette reconquête a été effectuée certes avec l'appui de la coalition (appui aérien, formation des combattants) et par des forces composites et aux objectifs largement différents (principalement l'armée fédérale, les forces kurdes, les unités contreterroristes, les unités de mobilisation populaire) – ce qui rendra l'après-guerre très difficile à gérer - mais le gagnant n'est pas contesté ; il s'agit du gouvernement irakien.

Mais les attentats en 2018 vont le montrer, l'EI ne disparaît pas, il s'enfonce simplement dans la clandestinité. Le terrorisme va se poursuivre, comme la lutte anti-terroriste. Daech reste un problème majeur en Irak, parmi d'autres, avec lesquels il interfère : la reconstruction, la réconciliation nationale, le rétablissement de l'Etat, la restructuration des forces armées et le traitement du problème des milices, notamment chiïtes et, bien évidemment, la mise au point d'une solution pour la question kurde.

(55) En Syrie, dès le début de 2015, l'EI connaîtra aussi des revers (Kobané), mais il continuera à progresser. C'est en 2017 que sa chute va s'accélérer, avec la perte de Palmyre en mars, de Raqqa en octobre, puis de Deir ez-Zor et Al-Boukamal en décembre. L'EI a été la cible aussi bien du régime, que des Forces démocratiques syriennes (SDF) soutenues par les Etats Unis et de l'armée syrienne libre (FSA), avec les forces turques. Fin 2017, il ne lui restait plus que quelques petites « poches » de territoires. Cependant les combattants de l'EI ont défendu, avec acharnement le corridor reliant les derniers territoires qu'ils contrôlaient dans la province de Deir ez Zor et les vastes étendues désertiques situées plus au nord, constituant ce qu'il leur reste du califat à cheval entre la Syrie et l'Iran, selon toute vraisemblance pour gagner le temps de se reprendre, avant de basculer dans la clandestinité.

Cette chute se produit dans un contexte nettement différent de celui de l'Irak : une guerre civile d'une rare complexité, très internationalisée, à laquelle la chute de l'EI, contre qui les autres principaux acteurs se sont ligüés en 2017, ne met pas fin.

II.2. La diffusion et l'installation de l'EI dans d'autres Etats.

(56) Dès la proclamation du Califat, l'EI a appelé tous les musulmans du monde à prêter allégeance au nouveau calife Ibrahim : « Musulmans (...) rejetez la démocratie, la laïcité, le nationalisme et les autres ordures de l'Occident. Revenez à votre religion » Très vite, il a montré une étonnante capacité d'attraction non seulement d'individus, qui sont venus le rejoindre en nombre pour combattre, mais aussi de groupes terroristes qui l'ont rallié. En 2014 les principaux ralliements ont été ceux de d'Ansar Bait Al-Maqdis/ Ansar Jerusalem en Egypte, du groupe Abu Sayyaf aux Philippines et des djihadistes de Derna, en Libye. On a donc très vite vu se constituer, en face de la coalition dressée contre lui, une sorte de contre-coalition de groupes acceptant de prêter une allégeance, réclamée comme un devoir. En 2015, l'EI a accompli une « inexorable progression », dépassant Al -Qaida, jusqu'alors principale composante du djihadisme. Il apparaît en Arabie Saoudite, au Yémen, au Koweït, en Tunisie et reçoit l'allégeance de groupes situés un peu partout dans le monde musulman, en Afrique (Boko Haram), en Afghanistan, au Pakistan, dans le Caucase, à Gaza. Les ralliements se poursuivent en 2016, au Kenya, au Sahel (Al-Sahraoui). On trouve encore l'EI, via des petits groupes, des dissidents de groupes importants à Gaza, au Liban, en Inde, en Ouzbékistan, au Kenya, en Somalie

Certains groupes refusent l'allégeance (Chabab, AQMI) et Al-Qaida reste puissante mais la dynamique du Califat est d'autant plus impressionnante, qu'elle se marque sur le terrain A cet égard, les cas de la Libye, de l'Afghanistan et du Pakistan, ainsi que celui de l'Egypte, du Nigéria et des Philippines doivent retenir l'attention.

En Libye, l'EI fit preuve d'une capacité originale de projection, en organisant une autre base, susceptible de servir de repli mais aussi de point de départ, pour porter la lutte au Maghreb, dans la zone sahélo-saharienne et, également en Europe. Après avoir, en début d'année, marqué son arrivée par plusieurs atrocités fortement médiatisées (assassinat d'otages coptes, vidéo mettant en scène un enfant bourreau), l'EI s'est installé peu à peu en 2015, entre les zones contrôlées par les deux grandes coalitions basées à Tripoli et à Tobrouk, profitant du vide, en bordure de la mer dans la région côtière de Syrte, sur une bande de territoire de 250 kms de long, proche du croissant pétrolier et donnant accès facilement au sud libyen. Il a progressé aussi vers le sud, installant des camps d'entraînement près de Houn, à plus de 200 kms de la côte, des zones d'entreposage et de fortifications et des « institutions de gouvernance rudimentaires » (tribunaux islamiques, police islamique)¹ Il aurait également établi plus au sud des « poches », prenant contact avec les tribus Touaregs. Ce développement rapide fut considéré comme le signe d'une véritable installation et d'une stratégie de « descente » vers le Sud. En même temps, le contrôle d'une zone côtière importante permettait de jouer la carte de l'invasion migratoire de l'Europe (bombe migratoire) et constituait une base pour une éventuelle offensive sur les champs pétroliers proches. La progression de Daech avait bénéficié de l'absence de progrès vers l'unité nationale en Libye. Elle s'était faite grâce au recrutement en Afrique du nord et à la venue d'éléments de Syrie. En décembre on estimait le noyau de Daech en Libye à 3 à 5 000 hommes - en mars on donnait les chiffres de 200 à 400 - et on évoquait le transfert en Libye d'une partie de l'état-major de Daech.

Début 2016, il était devenu urgent de stopper l'implantation et le développement de l'EI en Libye, entre autres parce qu'on redoutait un afflux massif de réfugiés en Europe. C'est ce qui fut fait, non par l'armée du gouvernement « d'union nationale », mais par un conglomérat de milices, en majorité de Misrata, avec l'appui aérien (dont des hélicoptères) des Etats-Unis. L'EI a perdu la bataille de Syrte. Déclenchée en mai, cette dure bataille a pris fin début décembre, sans pour autant détruire Daech en Libye, car ses chefs ont quitté la ville dès le début des combats et beaucoup de combattants sont également partis, vers le sud, au cours des affrontements. Si, depuis lors, l'EI n'est plus au premier rang du dossier libyen, il est toujours présent. Il s'est

¹ Sur l'expansion de Daech v. le rapport Secrétaire Général, S/2016/182 §§ 24- 30.

régulièrement manifesté par des coups de mains et a été l'objet à plusieurs reprises de raids aériens américains².

(57) L'implantation de l'EI en Afghanistan et au Pakistan, est plus particulièrement intéressante, dans la mesure où ces pays, historiquement liés à Al-Qaïda et à Oussama Ben Laden, dont ils sont le refuge, sont symboliques dans l'imaginaire djihadiste et où y est très actif un mouvement rebelle très puissant, celui des Talibans, lié à Al-Qaïda. Se porter là-bas revenait à leur faire concurrence, à déclencher une rivalité, un conflit de légitimité dans le Djihad. L'implantation de l'EI a commencé en 2015 et, malgré un environnement très hostile, puisqu'il y est la cible de tous - gouvernement, Talibans et Etats-Unis - l'EI (ISIS-KP) a réussi à s'accrocher dans la région du Nangarhar, le long de la frontière avec le Pakistan, et même à s'étendre dans le Jawzjan et le Nuristan. A partir de là, il s'est signalé, par des attentats importants, notamment à Kaboul, où il a attaqué l'ambassade irakienne, en réponse à la chute de Mossoul. D. Trump l'a valorisé – on est vraiment là dans le jeu de la guerre au terrorisme³ - en le bombardant le 13 avril 2017, avec la bombe GBU-43/B-MOAB, la plus grosse bombe non-nucléaire larguée par les Etats- Unis. Il est logique qu'il devienne une cible prioritaire des Talibans. Malgré ce, il subsiste et se montre même plus actif que jamais en 2018.

Au Pakistan, l'EI s'est implanté en s'alliant à des groupes locaux, issus du Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP). Le Baloutchistan lui offre un terrain propice, même si la présence de l'armée l'empêche de véritablement contrôler une étendue territoriale importante. Il figure maintenant au rang des groupes islamistes qui comptent, avec le TTP et Jammāt-ul-Ahrar, se signalant par des attentats symboliques et très meurtriers, contre des sanctuaires soufis⁴.

(58) La branche égyptienne de l'EI (Province du Sinaï), qui revendiqua en 2015 l'attentat contre l'Airbus A 321, russe, après son décollage de Charm el-Cheik, s'est signalée par des attentats d'envergure contre les Coptes, en 2016 et 2017, et contre les Soufis (325 morts à al-Radwah, près d'el-Arish). Ces attentats ne sont pas commis seulement dans la région du Sinaï où l'EI a son refuge, mais aussi au Caire et même en haute Egypte. Les forces égyptiennes n'étant parvenues ni à le détruire, ni même à le contenir, une vaste offensive a été lancée contre lui, début 2018 (Sinaï 2018).

(59) Avec Boko Haram et Abu Sayyaf, l'EI se porte dans des Etats, le Nigéria et les Philippines, où l'Islam n'est pas majoritaire.

L'allégeance de Boko- Haram, en 2015, devenu l'EI en Afrique de l'Ouest, avait ouvert à l'EI de vastes perspectives. Les choses se sont ensuite compliquées. En 2016, l'EI en Afrique de l'Ouest s'est scindé en deux, l'EI préférant Abou Mosab al-Bahraoui, comme chef de l'EI en Afrique de l'ouest à Abubakar Shekau. Mais ce dernier n'a pas rompu avec l'EI. L'ensemble très complexe de Boko-Haram reste donc dans l'orbite de l'Etat islamique et au cœur d'un « conflit appelé à durer »⁵.

Le cas d'Abu Sayyaf est différent car l'EI s'implante, en désignant Isnilon Hapilon comme Emir régional pour l'Asie du Sud-est, dans un pays - à la différence du Nigéria où islam et christianisme sont d'importance égale - à très forte majorité catholique. L'objectif, aux Philippines même, est la sécession des territoires musulmans et la création d'un Etat indépendant. Abu Sayyaf est l'un des groupes qui se sont illustrés en 2017 lors de la bataille de Marawi.

L'Etat islamique, comme Al Qaïda a donc des « franchises » nombreuses et actives, dans les régions les plus vulnérables, prêtes à y entretenir la violence, sa guerre.

² Il reste également des djihadistes proches d'Al-Qaïda à Derna.

³ Sur l'idée que le terrorisme est une coproduction, voir notre article *Terrorisme et relations internationales*. Après le 11 septembre, la relation terroriste au cœur des relations internationales, *AFRI*, 2007, pp 41- 6.

⁴ Islam modéré et pratiquant le culte des saints jugé « hérétique » par l'EI

⁵ Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Boko Haram : un conflit appelé à durer, *Diplomatie, Grands Dossiers*, n° 42, 2018

II.3. La capacité de frapper l'ennemi sur son propre territoire.

(60) L'ennemi de l'EI est bien sûr l'Occident, mais parmi les autres puissances, la Russie et la Chine sont également des cibles et parmi les pays musulmans, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Turquie et l'Indonésie font aussi partie des objectifs majeurs. Tous ont été frappés et les coups ne diminuent pas, à mesure que l'EI, perd du terrain.

Parmi les Occidentaux, les pays européens sont, pour le moment, les cibles principales. Il s'agit particulièrement de la France (Paris et St Denis en 2015, Nice et St Etienne de Rouvray en 2016, Gare St Charles 2017, Trèbes 2018, notamment), de l'Allemagne (Hambourg, Berlin en 2016, également en 2018), du Royaume-Uni (Manchester et Londres en 2017), de la Belgique (Bruxelles en 2015, 2016, 2017, Liège en 2018), de l'Espagne (Barcelone 2017) et aussi du Danemark et de la Suède. Ne figurent entre parenthèses que des exemples et l'on ne compte pas les attentats déjoués.

Les Etats-Unis (San Bernardino en 2015, Orlando en 2016, Las Vegas et Manhattan en 2017) et le Canada (Ottawa 2014, Toronto 2018), l'Australie (Melbourne en 2017) ne sont pas hors de sa portée.

En Russie, une partie de l'Emirat du Caucase et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, lui ont fait allégeance en 2015. L'EI a, pour raisons de s'en prendre à la Russie, le soutien que celle-ci apporte à Bachar el-Assad et sa volonté de libérer la Tchétchénie et le Caucase. La Russie a été frappée en 2017 (St Pétersbourg, Tchétchénie, Daguestan) et en 2018. L'EI se manifeste aussi récemment au Tadjikistan (2018). En Chine, son objectif est la libération du Sinkiang et des Ouïgours, pour laquelle il promet, de verser des « rivières de sang ».

L'Arabie saoudite, dont la dynastie régnante est considérée comme illégitime par l'EI, est une cible régulière dès 2014. L'Iran est parmi les pays musulmans, le premier ennemi, parce que puissance chiite principale. Il a été frappé pour la première fois en juin 2017 puis à nouveau en septembre 2018. L'Indonésie est le pays du monde comptant le plus de musulmans, ceux-ci représentent près de 90% de la population, mais sa constitution reconnaît la liberté de religion ; elle a subi plusieurs attentats en 2016 et cela repart en 2018. La Tunisie, pays où le printemps arabe a débuté et où il porte des fruits remarquables ne pouvait échapper aux attentats (Bardo, Sousse). Les relations entre l'EI et la Turquie, qui a été accusée de complicité avec lui, ont longtemps été moins antagonistes qu'elles ne le sont devenues depuis l'engagement turc en Syrie. L'EI est cependant soupçonné d'avoir commandité plusieurs attentats, non revendiqués, en 2015 et 2016. Le premier revendiqué est celui de Diyarbakir en novembre 2016. Il a été suivi par celui d'Istanbul en janvier 2017.

On voit que les objectifs de l'EI sont à la mesure du monde, toutes les grandes puissances - établies et potentielles - sont visées, à l'exception pour le moment du Brésil et de l'Inde. Cette dernière devrait pourtant constituer une cible pour des attentats et pour une implantation, parce qu'il s'agit d'un pays avec une très nombreuse communauté musulmane et à cause également, du conflit qui l'oppose au Pakistan au sujet du Cachemire. Quant au Brésil, l'EI y aurait envisagé un attentat contre les athlètes français au moment des JO de Rio et, en tant que puissance montante, il devrait un jour ou l'autre figurer parmi les objectifs, de l'EI, si on tient compte des ambitions de ce dernier.

L'Etat islamique, plus qu'Al-Qaida, a fait depuis quelques années, à sa façon, une guerre mondiale. Que va-t-il advenir de lui, maintenant qu'il est privé de sa base territoriale ?

Le lancement fin novembre 2011 d'une coalition antiterroriste de 41 pays musulmans d'Afrique et d'Asie, à forte dominante sunnite (Arabie saoudite, Pakistan, Turquie, Nigeria) mais sans l'Iran, la Syrie et l'Irak, sans également le Qatar, pour lutter contre les groupes terroristes jusqu'à leur « disparition de la terre », montre que l'on croit, dans le camp adverse, que la menace ne va pas s'effacer rapidement – même si l'objectif visé est sans doute plus large que l'EI. On constate, en tout cas,

que, s'il n'y contrôle plus de territoire, sa nuisance reste forte en Irak et en Syrie. Il continue en outre, de représenter, via les groupes qui l'ont rallié, une menace élevée presque partout dans le monde, sauf en Amérique latine et au centre et au Sud de l'Afrique, et son activité tend à croître en Asie.

(61) A moyen terme, beaucoup dépendra probablement de la manière dont l'EI a préparé la suite, avant d'être chassé des territoires du Califat, et de ce qui reste de son organisation et de son commandement. Ce sont des points sur lesquels on dispose de peu d'information. On peut croire que l'EI n'a pas su s'assagir, devenir respectable, se « socialiser » et perdurer comme « sunnistan », dans un Proche-Orient destiné - les accords Sykes-Picot étant « morts » - de toute manière à faire l'objet d'une inévitable reconfiguration ; qu'il n'a pas été capable de faire ce qu'il fallait pour se faire accepter. Il est tout aussi possible de retenir l'hypothèse que ses dirigeants savaient, dès le début, qu'ils ne résisteraient pas à la coalition qui se constituerait contre eux et que leur but n'était pas de créer un Califat réel et durable, mais simplement de porter ce projet le temps de construire un mythe, une image destinée à dominer à l'avenir l'imaginaire du djihadisme et, en même temps d'organiser la suite. Si cette seconde hypothèse est la bonne, la suite a dû être préparée avec professionnalisme. Cela veut dire que les personnes clefs ont été ménagées, que des moyens ont été répartis dans des lieux jugés stratégiques et que cette suite sera non improvisée mais gérée, selon une stratégie déterminée. On devrait y voir plus clair à la lumière de ce qui se passera, au cours des prochaines années.

Seront également décisifs pour l'avenir de la guerre du terrorisme islamiste, l'évolution des relations entre l'EI et Al-Qaïda, celle des conflits où il est ou peut devenir acteur, le comportement de l'adversaire - la guerre contre le terrorisme nourrit la guerre terroriste - et la perception de l'EI dans l'imaginaire djihadiste.

L'EI va cesser de conduire de vraies batailles et quitter, sauf par épisodes, la une des médias. Il sera encore moins repérable - et d'autant plus difficile à combattre - et repéré par les instruments d'analyse de conflits. Il sera d'autant plus important de se rappeler, que cet Etat clandestin, fait toujours la guerre, autrement.

III. Les autres grands conflits, leur évolution.

(62)

Guerre	Stabilité	Amélioration	Aggravation	Transformation
Guerre de l'EI.			+	+
Afghanistan			+	
Irak		+		
Syrie		+		
Yémen			+	
Guerre Boko Haram			+	
Somalie	+			
Soudan		+ ?		
Birmanie			+	
Mexique			+	

Le tableau 21 (n° 25), par lequel on a résumé les développements concernant les grands conflits de 2017 indique nettement l'aggravation comme la tendance dominante. On va faire le point ci-après sur ces conflits, autres que la guerre de l'EI, par tendance.

III.1. Conflits en voie d'aggravation

III.1.1. Afghanistan : la guerre éternelle ?

(63) 2017 n'a donné aucun signe positif et on commence à parler de guerre sans fin, « éternelle »⁶ (elle dure depuis 1979).

Les attaques des Talibans et de l'EI contre les forces gouvernementales et les attentats dans les centres urbains, notamment à Kaboul (31 mai 2017), ont été nombreux et très meurtriers au point que le CICR a décidé en octobre 2017 de réduire sa présence dans le pays et de cesser d'opérer dans certaines provinces. Les forces de sécurité, minées par la corruption et en proie aux rivalités tribales, n'ont cessé de perdre du terrain. Le ralliement d'Hekmatyar, début mai, succès symbolique important pour un exécutif divisé et contesté, n'a pas infléchi le cours des choses. La conférence sur la paix organisée début juin, sans les Talibans refusant de participer à un processus associant les « envahisseurs », « n'a fait que confirmer la descente de l'Afghanistan dans la guerre et le chaos »⁷. Cette évolution a provoqué un retournement de la part du nouveau président américain. Candidat, il avait soutenu l'idée du retrait ; une fois élu il a été, au bout de quelques mois, contraint d'opter pour une stratégie de retrait à moyen terme, passant par un renforcement militaire initial⁸, sensé contrer la poussée talibane et ouvrir la voie à une vraie négociation entre les rebelles, ou au moins une partie d'entre eux, et les autorités afghanes, sous la houlette des Etats-Unis. Ce choix, annoncé le 21 août, était complété par une invitation ferme à l'endroit du Pakistan de cesser immédiatement, d'abriter les terroristes⁹, et par un plan de sous-traitance partielle des activités américaines sur place, à des compagnies de sécurité. M Trump a donc dû, pour ne pas offrir au monde l'image des Etats Unis en train de « perdre la guerre », faire le même choix que son prédécesseur - associer la force militaire et la diplomatie, pour tenter d'en sortir¹⁰. On peut craindre que cette piste soit sans issue, qu'il s'agisse seulement de ce que l'on a appelé « le sentier de la « guerre sans fin » »¹¹. Si tel est le cas, Washington s'enfonce une fois encore, en 2017, dans le « piège » ou le « borbier » afghan, d'autant plus redoutable que l'adversaire gagne du terrain et qu'il ne se résume plus aux Talibans, mais compte désormais aussi, l'Etat islamique.

La Russie, à la différence des Etats-Unis, est favorable à une reprise du dialogue avec les talibans. Elle juge qu'ils ont « abandonné le djihad mondial et sont devenus une force nationale »¹² et que leurs intérêts coïncident avec les siens dans la lutte contre les terroristes de l'EI. Cette approche, dénoncée par Washington qui soupçonne Moscou de soutenir les Talibans, a manifestement rencontré du côté de ces derniers un certain écho. Ils ont engagé une politique d'apaisement à l'égard de la communauté internationale¹³, mais les talibans sont eux-mêmes divisés. Cela ouvre une autre possibilité d'évolution du conflit, beaucoup moins centrée sur Washington et les Occidentaux, qui restent dans l'immédiat incontournables. La Chine, plus discrète que la Russie, a accompli des efforts de médiation auprès de l'Afghanistan et du Pakistan et favorisé l'établissement d'un mécanisme de gestion de crise.

⁶ Titre d'une chronique d'A Frachon, *Le Monde*, 24 mars 2017

⁷ Bouissou J, Afghanistan : Ghani appelle les talibans à négocier, *Le Monde* 8 juin 2017.

⁸ Ce renforcement n'était pas chiffré le 21 août. Il a consisté à faire passer à accroître le contingent américain de 3800 personnels, ce qui a porté le nombre des Américains à 15000, leur nombre antérieur, révélé par le Pentagone le 31 août étant non de 8400 mais de 11000.

⁹ Le Secrétaire d'Etat a laissé entendre le 22 août que le Pakistan pourrait perdre son statut d'« allié majeur non membre de l'OTAN », acquis en 2004 et que les Etats Unis pourraient « attaquer les terroristes où qu'ils se trouvent »

¹⁰ En réalité, la politique de D Trump ne reproduit pas exactement celle de son prédécesseur ; elle est beaucoup orientée vers la recherche de la défaite des talibans, par l'intensification des frappes aériennes malgré le nombre élevé de victimes collatérales et le renforcement des capacités militaires de l'ANDSF

¹¹ Rémy Ourdan, D. Trump dans le piège afghan, *Le Monde* 27/8, août 2017.

¹² Cité par J Bouissou, Washington dénonce l'aide de Moscou aux talibans..., *Le Monde* 26 avril 2017.

¹³ V. J. Follorou, Les Talibans afghans se disent prêts à gouverner, *Le Monde* 5 juillet 2017

2018 a commencé par une escalade militaire des talibans, en réponse à l'intensification des frappes aériennes des Etats Unis et par des attaques de l'EI contre des humanitaires et contre l'académie militaire de Kaboul. La situation s'aggrave : le nombre des civils tués augmente - la Mission des Nations unies a relevé pour 2017, 3438 morts et 7015 blessés, attribuant 42% de ces victimes aux actions des Talibans, 10% à celles de l'EI et 13% à d'autres éléments anti-gouvernementaux et 20% aux forces pro-gouvernementales - de même que celui des personnes déplacées (1,3 million en 2014 et 2,3 en 2016) ; la violence gagne l'ensemble du pays. De son côté Washington a accentué, en janvier, sa pression sur le Pakistan, accusé d'entretenir la guerre en Afghanistan et décidé de suspendre son assistance militaire (1,3 Md\$). Le président afghan a tenté de relancer le processus de paix avec les talibans, proposant de les reconnaître comme un parti et se déclarant ouvert à des négociations visant à réviser la constitution (offre du 28 février). Cette offre, appuyée par les parrains occidentaux de Kaboul, a été ignorée par les Talibans. Se considérant toujours comme seuls représentants légitimes du peuple afghan dans son ensemble, ils ont répété le 13 mars, leur volonté de négocier directement avec les Etats Unis. Mais l'offre du président Ghani, a été appuyée par le Conférence internationale sur l'Afghanistan de Tachkent le 27 mars, réunissant les pays d'Asie centrale, la Russie, les Etats unis, la Chine et l'UE. Dire qu'elle bénéficie d'un large consensus, serait pourtant, très exagéré. Cette offre, accompagnée d'un certain nombre de conditions, misait sur les divisions internes des talibans¹⁴. Elle n'a pas réduit le niveau de la violence. La guerre dans les villes a continué de répondre à l'intensification des frappes aériennes américaines - multipliées par deux et demi entre les premiers trimestres 2017 et 2018 – et elle est alimentée en outre par la concurrence entre les talibans et l'EI (ISKP).

On voit que l'aggravation du conflit afghan est très nette au titre des acteurs, des moyens et même de l'objet du conflit. S'agissant des acteurs, on note la faiblesse grandissante des autorités afghanes, la confirmation de l'intrusion de l'EI, de la concurrence EI/ Talibans et les divisions de ces derniers ; tous ces facteurs ne sont pas favorables. Le *Surge* décidé par D. Trump, difficilement évitable du côté américain, et la nouvelle manière de mener la guerre, en intensifiant les frappes aériennes, accroît le nombre des victimes, sans faire plier un adversaire, à qui le fait d'être concurrencé interdit de céder, et qui peut lui aussi changer de mode opératoire. L'objet du conflit évolue passablement. Il ne s'agit plus seulement de la guerre civile afghane. La connexion rétablie et renforcée, avec la guerre terroriste, accroît les enjeux. Et l'évolution des relations entre puissances fait que tous les voisins de l'Afghanistan, le Pakistan, l'Iran, la Russie (et la Chine) ont des relations dégradées avec les Etats-Unis. Peu à peu s'installe une configuration du conflit où le poids des Etats-Unis et des Occidentaux baisse, où les Talibans tendent à devenir un interlocuteur inévitable et où le nombre des parties prenantes grandit. Au stade actuel du conflit on peut penser qu'une solution incluant l'Afghanistan et le Pakistan est indispensable et que cela rend inévitable un effort de règlement incluant non seulement ce pays, mais également l'Iran, la Russie, l'Inde et la Chine.

III.1.2. La fin du Yémen ?

(64) La guerre du Yémen, très complexe, est souvent analysée de manière trop simplifiée et inexacte. Ainsi, cela était déjà vrai fin 2016, on y voit facilement une guerre par procuration¹⁵, où les acteurs yéménites travaillent pour leurs parrains. D'un côté la rébellion Houtiste, alliée à l'ex-président Saleh, soutenue par l'Iran et de l'autre les forces loyalistes du président Hadi, appuyées par la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite¹⁶. Cette évaluation n'est pas adéquate, parce que l'Arabie Saoudite est directement engagée et parce que l'Iran est beaucoup moins impliqué. Le Yémen

¹⁴ Ces conditions étaient la renonciation à la violence, la rupture de tous les liens « avec le terrorisme international, y compris Al-Qaida, Daech et d'autres réseaux transnationaux », le respect de la constitution afghane et l'égalité de droits entre tous les citoyens, hommes et femmes.

¹⁵ Voir récemment l'emploi de l'expression par Marie Bourreau et Louis Imbert, Yémen : l'ONU inquiète du risque de partition, *Le Monde* 18 janvier 2018.

est, pour Téhéran, beaucoup moins stratégique que l'Irak, la Syrie ou le Liban. L'Iran soutient les Houtistes de loin. Il n'est pas, à proprement parler, engagé dans la guerre mais « se contente de faire saigner son grand rival régional, dans son pré carré »¹⁷. Il apporte « au mieux » un « soutien logistique et financier »¹⁸. L'erreur de qualification n'est pas anodine. Elle signifie que les médias et les gouvernements occidentaux, exagèrent fortement le rôle de l'Iran dans ce conflit, ce qui est une façon de dissimuler le fiasco de leur protégé saoudien et leur propre responsabilité. Ils ont laissé faire et continuent.

On ne peut pas non plus la considérer comme une guerre occultée ou que l'on « ne veut pas voir ». Il est exact que l'Occident, prompt à dénoncer les crimes de Bachar el Assad, est moins sensible aux agissements sur le terrain des EAU ou de Ryad, grands acheteurs d'armes et de matériels militaires. Cependant cette guerre ne peut pas être classée parmi les guerres oubliées et occultées. Le Conseil de sécurité en traite, il a adopté plusieurs résolutions et son Président a fait en son nom une déclaration, le 15 juin 2017, dans laquelle, entre autres, il « demande à toute les parties de respecter le droit international humanitaire, notamment en faisant en tout temps la distinction entre la population civile et les combattants... ; d'assurer la sécurité des agents humanitaires... ; de laisser les fournitures et le personnel humanitaire parvenir sans entrave... à toutes les provinces touchées... ; de maintenir tous les ports du Yémen en état de fonctionnement... » (notamment celui d'Hodeïda). La coalition dirigée par l'Arabie Saoudite a été dénoncée aux Nations unies, accusée d'entraver l'aide humanitaire et de se rendre coupable de crimes de guerre. La pression de l'ONU est montée à nouveau en novembre, ce dont Ryad a été obligée, en partie, de tenir compte.

Il s'agit en revanche d'une guerre qui met bien en évidence le fait des interventions armées, de la part de ceux que l'on peut appeler les nouveaux intervenants. L'intervention au Yémen a été décidée par l'Arabie Saoudite sans concertation avec ses alliés, en particulier les Etats Unis de B Obama, engagés à l'époque dans la négociation de l'accord nucléaire iranien, ce que Ryad vivait comme une trahison. Washington a dû « faire avec », s'adapter.

De là découle que cette guerre offre une configuration de parrainages à 2 étages, celui des parrains (Arabie Saoudite, EAU, Iran...) et celui des parrains des parrains - Etats-Unis, France, Royaume Uni du côté saoudien et Russie du côté iranien.

Le Yémen, mi- 2017 était déjà un pays « en voie de destruction avancée »¹⁹. Sans effet majeur sur la rébellion, l'action de la coalition avait des conséquences désastreuses du point de vue humanitaire. « Au Yémen, c'est une société que l'on détruit », *la Croix*, reprenait ce diagnostic d'un spécialiste de la péninsule, pour bien fixer les choses²⁰.

Des changements importants se sont produits, dans les deux camps. Du côté de la rébellion, les relations entre l'ex président Saleh et ses alliés houtistes se sont détériorées, après que la coalition ait relancé fin 2016, début 2017, ses opérations sur la côte de la mer rouge et intensifié son blocus du port d'Hodeïda, poumon économique du nord, tenu par les rebelles. Les Houtistes soupçonnaient A Saleh de négocier dans leur dos avec la coalition. La crise s'est aggravée au cours de l'été et,

¹⁶ A ces acteurs doit être ajouté Al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) et l'EI. AQPA, résultat de la fusion, en 2009, des composantes saoudienne et yéménite d'Al-Qaida, est la cible de frappes américaines intensifiées depuis le début 2017.

¹⁷ Imbert Louis, Ryad désespère de mettre fin à sa guerre au Yémen, *Le Monde* 11/12 février 2018.

¹⁸ Laurent Bonnefoy, Entretien, *Le Monde* 18/19 mars 2018. Mais celui-ci fait très justement remarquer que, si le clivage sunnite chiite et la relation avec la République islamiste n'est pas initialement une donnée majeure, plus la guerre dure « plus les Houtistes s'inscrivent dans une logique de confrontation de long terme, existentielle, contre les forces sunnites dominées par Ryad, aux côtés du Hezbollah libanais et, dans une certaine mesure, des autorités syriennes et irakiennes, alliées de l'Iran au sein d'un « arc » régional chiite ». L. Bonnefoy a publié *Le Yémen. De l'Arabie heureuse à la guerre*, Fayard, 2018

¹⁹ *Le Monde*, Editorial du 1^{er} août 2017

²⁰ *La Croix* du 10 novembre 2017, reprenant les paroles de L. Bonnefoy.

en décembre, ce fut la rupture, quand A Saleh a annoncé, le 2, sa disponibilité pour dialoguer avec l'Arabie saoudite. Cet épisode devait être un tournant dans le conflit, en faveur de Ryad puisque l'Arabie Saoudite cherchait à briser cette alliance de circonstances. Ce ne fut pas le cas puisque sa « trahison » a coûté la vie à l'ex-président, abattu par les Houtistes aussitôt après, le 4, sans que la position des Houtistes soit fortement affectée.

Du côté de la coalition, les relations entre alliés se sont également détériorées. Le mouvement sudiste (Conseil de transition du sud) a rompu début mai avec le président Hadi. Cette rupture était un coup d'autant plus dur, pour la coalition, qu'elle correspondait à une divergence entre parrains, le mouvement sudiste étant soutenu par les Emirats Arabes Unis et Hadi par l'Arabie Saoudite. Par ailleurs, même si le mouvement sudiste est divisé entre partisans du fédéralisme et de l'indépendance, cette rupture accroît inévitablement le risque de sécession du sud Yémen. La guerre a fait resurgir la question de l'unité du pays - le Sud a été indépendant de 1967 à 1990.

La fin de 2017 fut une période de forte tension, non seulement en raison de la défection et de la mort d'A Saleh mais aussi à cause des tirs de missiles par les Houtistes contre l'Arabie Saoudite, le 4 novembre puis le 19 décembre. Effectués en représailles contre la campagne de bombardement et le blocus de la coalition, ces tirs ont aussitôt posé la question de l'implication de l'Iran comme pays fournisseur et du message envoyé par lui. Riposte à l'intensification des bombardements ayant suivi la mort d'A Saleh ? Avertissement destiné à Washington, suggérant que ses bases dans le Golfe pourraient, si nécessaire, devenir des cibles ?

Le vocabulaire employé du côté saoudien, où l'on a parlé de tir « irano-houtiste » et où le prince Mohammed Ben Salman dénonçait une « agression militaire directe » de l'Iran contre son pays, a montré la volonté d'exploiter l'événement. Les Etats-Unis de D Trump - dont on a généralement considéré que sa visite en Arabie Saoudite, restaurait l'alliance entre les 2 pays -, ont été sur la même ligne. Ils ont évoqué, au Conseil de sécurité, la nécessité de sanctionner l'Iran pour violation de l'embargo sur les armes au Yémen, perspective à laquelle la Russie s'est immédiatement déclarée opposée. On voyait ainsi, fonctionner la chaîne des parrainages. En même temps, la guerre du Yémen, comme la crise du Qatar, montrent bien les limites du contrôle qu'exercent les Etats-Unis sur leurs alliés du Golfe.

La formule « Enlèvement saoudien au Yémen » qu'emploie le Monde diplomatique dans son numéro de décembre 2017, donne avec « pays en voie de destruction avancée », déjà citée, la deuxième clef de lecture de l'état du conflit fin 2017. On peut même dire que fin 2017, le Yémen n'existe plus²¹. La perspective d'une reprise des négociations de paix et plus encore celle d'un aboutissement positif s'est naturellement encore éloignée.

2018 a commencé, fin janvier, par un nouveau coup de force. Les séparatistes soutenus par les EAU, se sont emparés d'Aden, sans que ni les EAU ni l'Arabie Saoudite, soutien du président Hadi bougent. Cela a pour conséquence que ce dernier, exilé en Arabie Saoudite depuis mars 2015, fait de plus en plus figure de président fantôme et que le Yémen continue de se morceler, de disparaître.

En même temps, l'internationalisation du conflit, croît. Le Royaume-Uni, soutenu par les Etats-Unis et la France, dépose le 26 février un projet de résolution visant à renouveler l'embargo sur les armes établi en 2015, en élargissant cette fois les critères d'imposition, et visant - sans le nommer -, l'Iran. Ce projet a été rejeté par un veto de la Russie, dont le propre projet de résolution, maintenant les sanctions, a ensuite été adopté à l'unanimité. Les Européens comme les Américains ont alors intérêt à dénoncer l'Iran et à obtenir une condamnation de la part de la communauté internationale, mais pour des raisons opposées. Les Européens veulent montrer leur fermeté à l'égard de Téhéran, pour tenter de sauver l'accord nucléaire iranien et Washington veut simplement une bonne raison de plus d'y mettre fin.

²¹ Diagnostic du Groupe d'experts des Nations unies cité par la Monde du 18 janvier 2018

Les tirs de missiles se sont poursuivis en mars, 7 étant tirés à la fois - tous auraient été interceptés -, provoquant, de la part de l'Arabie Saoudite, l'affirmation qu'elle se « réserve le droit de riposter ». On explique cette poussée balistique par l'idée que les Houtistes jugent nécessaire de porter la guerre en Arabie Saoudite, pour qu'elle soit amenée à négocier. Mais on peut aussi retenir que, à l'abri du veto russe et d'une « alliance » qui continue de se renforcer, Téhéran confirme son message.

L'échec de la Conférence humanitaire réunie à Paris en juin 2018 est très caractéristique de la situation fin juin 2018. Nul ne discutera qu'il soit nécessaire de traiter la question humanitaire, posée au Yémen ; elle est énorme. Mais cette conférence, annoncée le 10 avril lors de la visite du prince saoudien en France, pour atténuer la crédibilité des critiques visant le vendeur d'armes français et le pays coupable d'avoir fait un « usage disproportionné de la force », n'est absolument pas en adéquation avec l'évolution du conflit²². Déjà affectée par sa médiocre préparation qui la prive de la présence de l'envoyé spécial des Nations unies chargé du conflit, elle est, surtout, « plombée » par la reprise des combats autour du port d'Hodeïda, mi-juin. Elle se transformera en un rendez-vous « ni politique, ni destiné à recueillir des fonds, et sans communiqué final », en une réunion d'experts.

Le simple fait que la bataille d'Hodeïda ait lieu, plus de 3 ans après l'intervention de la coalition, montre que, malheureusement pour le Yémen et ses populations, en juin 2018, le temps des négociations de paix sérieuses, n'est pas encore venu. On compte encore, du côté de la coalition, obtenir une « victoire » militaire, qui à défaut d'être décisive permettrait de mieux se placer dans la négociation et d'affaiblir l'adversaire. Manifestement, sauf peut-être la France, les acteurs de second niveau, les parrains des parrains, n'estiment pas non plus que le moment soit venu.

III.1.3 Mexique : l'heure du choix.

(65) Pour un Européen, l'expression guerre de la drogue semble relever de l'exagération. En Europe ce type de guerre n'existe pas (encore). Quand on l'applique à la situation du Mexique, au cours des dernières années et surtout en 2017, elle est appropriée.

2017 a marqué un nouveau « pic » de violence avec 29168 victimes²³, soit un taux de mortalité par homicide de 12,5 pour 100000 personnes, bien au-dessus du précédent « pic », de la guerre de la drogue, en 2011 (27213). Le phénomène s'est donc récemment aggravé et les premières données pour 2018 ne marquent pas d'autre tendance.

Il est important de voir comment la situation a évolué dans le temps. La montée de la violence a débuté en 2005-2006 avec le début de la guerre du gouvernement mexicain contre le trafic de la drogue. A ce moment-là, le taux de mortalité par homicide était à 2,9. Il est ensuite monté à 4,7 en 2008, puis a atteint un point culminant à 11,4 en 2011, avant de redescendre à 7,5 en 2014, année de la disparition non élucidée de 43 étudiants à Iguala (Etat de Guerrero). Cette année a marqué le début d'un retour à la hausse, avec 8,2 en 2015, 10,4 en 2016²⁴ et le nouveau « pic »

²² Bien que son nom soit régulièrement accolé à ceux des Etats-Unis et du Royaume Uni, parmi les soutiens de la coalition, Paris a une position en partie distincte. La France se tient à l'écart du quartet, groupe informel constitué de l'Arabie Saoudite et des EAU, les 2 leaders de la coalition, des Etats-Unis et du Royaume Uni. Prendre l'initiative de la conférence permettait, en principe, de faire œuvre utile et de s'emparer du bon rôle que personne ne joue - celui du pays, important sur le plan international, décidé à prendre en mains le dossier, à embrasser la cause du Yémen. Mais ce type d'initiative suppose, au minimum, que les parties ne relancent pas la guerre. On voit que Riyad (et Abu Dhabi) n'a pas joué le jeu et, dans la mesure où l'opération a été autorisée par eux, que les Etats-Unis ne sont pas pressés de mettre fin à une guerre qui leur permet de charger l'Iran et de maintenir leur position de rupture à son égard.

²³ Chiffres donnés par le SIPRI Yearbook 2018,

²⁴ Graphique des Pics de violence au Mexique, in *Courrier International*, n° 1405, 5-11 octobre 2017, qui reprend les données de Indece de Paz Mexico.

de 2017 (12,5). Le nombre très élevé de victimes résulte des affrontements très violents entre groupes criminels pour contrôler les zones de production de la drogue, les routes du trafic et les points de vente. Ces affrontements sont eux-mêmes le résultat de la guerre contre la drogue.

Dans certains pays, par exemple en Afghanistan ou en Colombie, les organisations narcotraquantes sont liées à des groupes armés rebelles ou terroristes. Ce n'est pas le cas au Mexique mais les organisations mexicaines se sont militarisées pour faire face à l'action des forces de sécurité. On leur a fait la guerre. Au lieu de disparaître, d'être écrasées, elles sont montées au niveau de la guerre. La militarisation a été générale. La production et la consommation de drogue n'ont pas diminué, de nouvelles drogues sont apparues, de nouveaux marchés se sont ouverts. De nouvelles organisations narcotraquantes ont remplacé celles que l'on démantelait ; elles se sont diversifiées et mondialisées. Elles ont suivi le cours des choses, se sont adaptées au monde nouveau, exploitant les failles et les opportunités du système. Selon *Global Financial Integrity*, le marché de la drogue représenterait entre 426 et 652 Md\$. Leur puissance financière permet aux groupes criminels de se doter de moyens militaires et de se payer les services de combattants de très bon niveau, au point de parvenir à tenir en échec les forces spéciales engagées contre elles (échec de la capture d'El Mencho, cartel de Jalisco en 2015).

Voir cette puissance grandir sur son territoire est pour l'Etat qui subit le phénomène, à la fois coûteux et très éprouvant. Il est atteint dans son être même et s'affaiblit peu à peu via les phénomènes de la peur et de la corruption.

Le Mexique n'est pas seul concerné, mais il se trouve dans une position particulière, très défavorable, en raison du voisinage des Etats-Unis. Il est un point de passage obligé entre les gros producteurs que sont la Colombie et le Pérou et le plus grand marché du monde. Il est donc au point de rencontre entre les deux, soumis aux pressions de l'offre et de la demande et à celles des autorités américaines.

Ce sont les Etats-Unis qui, à l'époque de R Reagan, en 1982, ont déclaré la guerre à la drogue et y ont investi l'armée américaine. Toutefois, cette guerre s'est développée surtout, Washington pesant très fortement en ce sens, dans les pays latino-américains. La politique menée (*Kingpin Strategy*), conçue au Nord - la souveraineté résiste difficilement aux politiques d'aide - a consisté à essayer de frapper à la tête les narco-organisations, à détruire les récoltes et à tenter d'intercepter les chargements. Cela a signifié un niveau de violence très accru, contre les narcos et également entre eux. Par ailleurs, on a constaté que, loin de diminuer, le nombre des organisations narcotraquantes augmentait en raison de « l'effet Cucaracha » parce que chaque grande organisation démantelée donnait naissance à de nombreux « minicartels », mal identifiables, en guerre les uns contre les autres pour prendre la place du groupe éliminé et obligés, pour franchir le seuil de rentabilité de s'adonner à d'autres activités criminelles (prostitution, trafic de carburant, extorsion de fonds, enlèvement contre rançon...).

Cette évolution ne va pas sans rappeler, à bien des égards, celle que l'on a constaté en matière de terrorisme, où la militarisation de la lutte a contribué à renforcer et à diffuser le terrorisme, à conforter la guerre terroriste et non à y mettre fin. Initiateurs de ces guerres les Etats Unis y trouvent un intérêt indéniable. Le terrorisme leur a fourni, après l'URSS et en attendant que la Chine, la Russie et l'Iran puissent reprendre le rôle, l'ennemi dont ils ne peuvent se passer pour entretenir le niveau de leurs dépenses militaires et tenir leurs alliés. La guerre contre la drogue leur permet, moyennant le coût d'une aide qui reste modique, de superviser les politiques de sécurité de leurs partenaires²⁵.

La situation du Mexique est devenue difficile. On se demande même si elle n'est pas déjà « hors de contrôle »²⁶. La situation sécuritaire y est très inégale selon les

²⁵ V. Noël T., Antinarco, des guerres d'un nouveau genre, *Guerres et histoire*, n° 45, 2018, pp 78-82

²⁶ Interrogation qui sert de titre aux Propos de Diego Osario (recueillis par T. Delage), *Diplomatie, Grands dossiers* n° 42, 2017, pp 32-33.

parties du pays, les Etats. Elle est surtout dégradée au nord, à la frontière avec les Etats Unis. Cependant la corruption a beaucoup progressé, la pénétration des cartels s'est étendue dans l'administration et au niveau du renseignement. Le Mexique n'a pas réussi à juguler le phénomène. La criminalité s'étend, les milices d'autodéfense se multiplient, la criminalité s'autoentretient et les dirigeants politiques et l'Etat perdent peu à peu leur crédit. *Indece de Paz* dénonce « un effondrement du niveau de paix qui affecte la société en général et dans toutes ses sphères ». La population craint même les militaires comme l'a montré, en décembre 2017, une importante vague de protestation contre le vote d'une loi de sécurité intérieure confortant la possibilité pour le président d'utiliser l'armée et contre l'application d'une stratégie militaire au crime organisé. Cette loi a néanmoins été adoptée. Elle était jugée « indispensable à la démocratie » par le parti au pouvoir, la force des cartels ayant selon lui « dépassé celle des autorités civiles, menaçant les institutions et l'Etat de droit »²⁷.

Fin 2017, le Mexique - la violence ayant augmenté et s'étant répandue à la suite de l'arrestation en 2016 de Joaquim « El Chapo » Gezman, leader du cartel historique de Sinaloa, et de la montée en puissance du cartel Jalisco nouvelle génération²⁸ - était donc en crise. Pour les Cassandre, l'Etat était « en déliquescence » et la « décomposition sociale forte ». Cette ambiance pesante, dans un contexte de relations difficiles avec les Etats-Unis, a été aggravée début 2018, par l'ingérence électorale des cartels et la sécurité a naturellement occupé le centre de la campagne pour les élections présidentielles, la grande question devenant celle de la poursuite ou de l'abandon de la politique menée depuis 2006. Il semble que le Mexique soit parvenu à l'heure du choix²⁹.

III.1.4. Boko Haram, installé pour durer.

(66) 2017 a tout à fait démenti l'affirmation, par le président nigérian, en décembre 2016, de la défaite de Boko Haram. Il affirmait alors que le Nigéria avait « techniquement gagné la guerre » contre Boko haram, qui « ne contrôle plus aucune partie du territoire ». Elu en 2015, ancien militaire, M. Buhari, avait promis de « débarrasser la nation de la terreur ». Ses efforts ont contraint Boko Haram à reculer. Il a dû abandonner l'Etat de Borno et la plupart des fiefs qu'il avait acquis – il avait érigé un califat, avec Gwoza comme capitale – et se replier dans les campagnes. Ses grandes offensives militaires de 2014 et 2015, ont cessé. Mais il reste très actif et agit autrement, utilisant davantage les attaques suicides contre les civils et les militaires, prenant pour cibles les marchés, les camps de personnes déplacées, des mosquées et employant souvent, à cet effet, femmes et enfants. Il pratique toujours les enlèvements. 2017, en mai, a vu la libération de 82 des 276 jeunes filles enlevées en avril 2014 à Chibok, en échange de prisonniers, présumés membres de Boko Haram. Mais en novembre les attaques se sont multipliées dans le nord-est du pays, avec notamment pour cible la mosquée de Kano et 50 victimes. La faction de Boko Haram liée à l'Etat islamique, conduite par Abu Mosah al-Barnaoui, toujours active se concentre, pour sa part, sur les installations militaires, évitant les cibles civiles. Le Nigéria adapte son dispositif, non sans difficulté³⁰, mais l'évolution de la tactique de Boko Haram, rend la lutte contre lui plus difficile à conduire.

Selon l'IISS, le nombre de victimes a cru, passant de 3000 en 2016 à 3500 en 2017. En revanche, celui des personnes nouvellement déplacées, a baissé de 790 000

²⁷ Cité par F Saiba, La militarisation du Mexique inquiète les ONG, *Le Monde* 21 décembre 2017

²⁸ Diplomatie, dans son *Grand dossier* n° 26, avril-mai 2015, Géopolitique de la criminalité internationale, consacre un article aux organisations narcotrafiquantes mexicaines : Mafias, cartels, multinationales ? par Julie Davineau, pp 56-59.

²⁹ Un autre problème, à la fois lié avec celui du Mexique et distinct, très considérable également, risque de compliquer l'évolution, celui de la politique américaine et de la coopération de Washington avec ses voisins.

³⁰ Voir sur ce point les développements du *Armed Conflict Survey 2018*, de l'IISS, pp 183-4

à 420 000, comme celui des réfugiés de 80 000 à 26 000. Le nombre des victimes dans les pays voisins Tchad, Niger et Cameroun est inférieur³¹. La force multinationale mixte reste un acteur de cette guerre anti-terroriste mais en 2017 sa coordination, son professionnalisme et ses excès continuent de faire problème.

2018 trouve Boko Haram toujours présent, avec des attaques de villages chrétiens et animistes au nord du Cameroun et, au Nigéria même, avec un nouvel enlèvement, le 19 février, à Dapchi (Etat de Yobé), de plusieurs dizaines de lycéennes.

Même si le projet prêté à la branche adoubée par l'EI de s'étendre en Afrique centrale (RCA et Ouganda) ne semble pas réalisé et si les pays du bassin du Lac Tchad ont maintenant une réelle capacité de faire face à de nouvelles offensives, il est clair que Boko Haram est « appelé à durer »³². L'affirmation du président Buhari est fautive dans ses 2 composantes. La guerre gagnée est celle de 2014/ 2015. Depuis, Boko Haram a changé de guerre et il continue de faire planer, au Nigéria et chez ses voisins, une menace terroriste et militaire constante. Et, s'il est vrai qu'il ne contrôle plus de grandes villes ni une portion de territoire « grande comme la Belgique », il reste installé autour du Lac Tchad, d'où il est extrêmement difficile de l'éliminer et où il perturbe et rançonne l'économie de la région provoquant des déplacements de populations ensuite vulnérables à ses attaques. Le Nigéria doit traiter un nombre de personnes déplacées considérable, ce qui nécessite un concours international important, sans certitude que ce nombre ne va pas augmenter fortement sous peu. Au-delà des apparences - la fin des grandes offensives -, le conflit s'est aggravé, Boko Haram est toujours là, très perturbateur au Nigéria et chez ses voisins ; on n'a pas trouvé de solution pour mettre fin au phénomène et n'en aperçoit pas qui paraisse convaincante. Il y a fort à craindre que comme en Somalie, mais autrement, le problème ne soit « sociétal », « issu de l'échec de la modernisation postcoloniale dans les pays concernés »³³.

III.1.5. Birmanie. La déportation des Rohingyas : un conflit à très fort potentiel d'aggravation.

(67) Il est difficile de parler de guerre et même de guerre civile, à propos de ce conflit. Même si on y voit l'affrontement d'un groupe rebelle et des forces gouvernementales, il relève plutôt de la catégorie *One-sided Violence* de l'UCDP, puisqu'une armée puissante, à partir d'une attaque limitée menée le 25 août, par un groupe n'ayant qu'une faible capacité militaire (ARSA), s'en est prise à une population, pour l'obliger à quitter le territoire où elle vivait et se réfugier au Bangladesh voisin, faisant selon la plupart des estimations plus de 6000 morts et commettant de nombreuses exactions. Cette séquence d'événements doit être replacée dans le contexte birman et dans celui des relations de voisinage. Cela est indispensable pour la comprendre et mesurer ce que peut être l'avenir. Au plan international, du système de sécurité collective, les réactions ont été, étant donné le problème posé et sa dimension – il s'agit du plus important « nettoyage ethnique » depuis longtemps - très modérées. Le conflit n'a pas été « chargé » d'éléments extérieurs et perturbateurs. Cela est heureux car il a un très fort potentiel d'aggravation.

Le fait que l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA) poursuive en 2017 les attaques qu'elle avait commencé à mener en octobre 2016, ne peut constituer, dans le contexte birman, une surprise. Ce contexte très particulier rendait quasi inévitable, l'apparition de la violence. Plus surprenante a été la surréaction de l'armée birmane, qui a délibérément provoqué la déportation, en très peu de temps, de plusieurs centaines de milliers de Rohingyas au Bangladesh voisin.

³¹ Sur l'activité dans les pays voisins voir *Le Conflict Barometer 2017*, pp 92-93.

³² C'est le diagnostic de Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Boko Haram : un conflit appelé à durer ? *Diplomatie Grands Dossiers*, n° 42, décembre 2017- janvier 2018, pp 70- 71.

³³ Thèse de Thierry Amagou, Boko Haram et les territoires perdus de la modernisation postcoloniale, *La Croix*, 12 janvier 2016

Depuis l'indépendance en 1948, les textes constitutionnels du pays (1947, 1974, 2008), les lois sur la citoyenneté, des décennies de gouvernement militaire et même la récente transition démocratique, « tout concourt... à la construction d'un Etat ethnique et... à l'impasse identitaire »³⁴. Le pays a été découpé sur une base ethnique : aux 4 Etats ethniques de 1947, ont succédé 7 Etats ethniques en 1974, auxquels se sont ajoutés en 2008, 6 régions autoadministrées sur une base ethnique. La loi de 1982, sur la citoyenneté, s'inscrit dans cette logique, en distinguant 3 catégories : les citoyens à part entière, les citoyens invités et les citoyens naturalisés. Ceux qui ne rentrent dans aucune de ces 3 catégories sont des étrangers. Les Rohingyas, regroupés au nord de l'Etat d'Arakan, près de la frontière du Bangladesh, à la différence des Bamars, des Karens, des Shans et de plusieurs autres groupes ethniques, ne sont pas considérés comme citoyens birman³⁵. Ils constituaient le point le plus faible de cet assemblage explosif, que la démocratisation du pays ne pouvait que remettre en question. Elle a très probablement favorisé l'émergence du conflit, en incitant les Rohingyas, qui étaient victimes depuis des décennies, de discrimination, déni des droits fondamentaux, déplacements forcés et de violences intercommunautaires, à réclamer le changement, en provoquant le développement du nationalisme bouddhique et en poussant les tenants de la situation actuelle à durcir leur opposition. S'est constitué ainsi, sur le chemin de la création d'un Etat nation intégrateur et respectueux de la diversité, un piège identitaire. La Birmanie est habituée aux rebellions ethniques. La junte militaire avait négocié des accords avec certains groupes. A partir de 2015, un effort a été accompli pour établir un processus de paix au plan national. Cependant une partie seulement des groupes ethniques armés y a participé et les attaques se sont poursuivies. En mars 2017, il y en eut, du fait le *Myanmar National Democratic Alliance Army* (MNDAA) dans l'Etat de Chan qui firent au moins 30 victimes³⁶.

Les Rohingyas, qui s'étaient déjà manifestés violemment en 2016, par une attaque contre 3 postes frontières faisant 9 morts parmi les gardes-frontières, provoquant de lourdes représailles, le firent à nouveau en 2017, l'Arakan Rohingya Salvation Army (ARSA) lançant le 25 août, des attaques coordonnées contre 30 postes de police et une base militaire. Leurs moyens très limités³⁷ expliquent que ces opérations aient fait un nombre de victimes beaucoup élevé chez eux (80) que parmi les forces de sécurité (12). La réaction de ces dernières ne relève pas des opérations classiques anti-rébellion. Il s'est agi d'opérations de « nettoyage » de grande ampleur, faisant un nombre élevé de victimes³⁸. Provoquant la fuite massive des Rohingyas vers le Bangladesh pour y trouver refuge, ces opérations ont rapidement été qualifiées comme relevant du nettoyage ethnique. Début septembre, 580 000 Rohingyas (dont 370 000 en 2 semaines) étaient passés au Bangladesh, ce qui représentait le flux de réfugiés le plus important depuis la seconde guerre mondiale. En janvier les arrivées se poursuivaient encore, beaucoup moins nombreuses, le total des personnes ayant passé la frontière dépassant 650 000.

Il est difficile de ne pas voir dans cette réaction de l'armée, la volonté en exploitant la poussée du nationalisme bouddhique xénophobe et islamophobe, à la fois, de donner un coup d'arrêt au processus de démocratisation, porté par Aung San Suu Kyi et de se débarrasser du problème des Rohingyas, dont le nouveau cours des choses allait faire, plus ou moins rapidement, des citoyens. A cet égard, il est

³⁴ François Robinne, Guerre civile en Birmanie : la transition démocratique dans l'impasse identitaire, *Diplomatie Grands dossiers* n° 42, Déc. 2017 -Janv. 2018, p 94

³⁵ Les Rohingyas sont venus du Bengale au moment de la colonisation britannique. Ils étaient, avant la grande déportation de 2017, regroupés au nord de l'Etat d'Arakan, à la frontière avec le Bangladesh, au nord-ouest de la Birmanie, où ils vivaient/survivaient, dans des conditions très difficiles. Ils ne jouissaient pour la plupart d'aucun droit, l'Etat Birman les considérant comme des «immigrants illégaux et les bouddhistes majoritaires dans l'Arakan, comme des parias à refouler chez eux, au Bengale (Pakistan oriental puis Bangladesh après 1971)

³⁶ L'IISS traite dans son *Armed CONflict Survey 2018* les autres rébellions en Birmanie (pp 284-289)

³⁷ On a parlé d'environ 150 rebelles armés de couteaux, machettes et fusils, v Bruno Philip, Offensive de la guérilla des Rohingyas en Birmanie, *Le Monde* 29 août 2017

³⁸ Comme on l'a déjà dit, les chiffres de l'UCDP sont bas. Le SPRI retient l'estimation de MSF – de 9000 à 13000 victimes, dont 1000 enfants en août et septembre ; l'IISS retient 12000 victimes

important de noter que le 24 août, soit la veille de l'attaque de l'ARSA, la Commission internationale, établie à la demande de Aung San Suu Kyi, que dirigeait Kofi Annan, avait rendu ses conclusions, préconisant notamment de donner plus de droits aux Rohingyas sous peine de les voir « se radicaliser » et devenir « plus faciles à recruter pour les extrémistes ». Les militaires ont fait un choix très aventureux, puisque, inévitablement, il va conduire la Birmanie à des relations beaucoup plus difficiles, voire à un conflit avec le Bangladesh.

C'est ce qui n'a pas manqué d'advenir. Le voisin Bengali, un des Etats les plus pauvres de la planète, qui a déjà sur son sol de nombreux Rohingyas, venus à l'occasion de crises antérieures, ne peut en absorber beaucoup, en plus. Même si, grâce à l'aide internationale des humanitaires il a pu mettre en place un dispositif d'urgence et bénéficier d'une levée de fonds de 360 m\$, il est indispensable que les Rohingyas retournent rapidement chez eux.

Un accord de rapatriement a bien été signé le 23 novembre entre les 2 pays, mais à la fin de l'année il n'avait pas encore commencé à être appliqué.

Les réactions devant le drame des Rohingyas, ont été fortes dans les médias occidentaux et du côté des Humanitaires. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a parlé de tirs sur les civils en fuite, d'exécutions extrajudiciaires et de nettoyage ethnique. Le Secrétaire général, dès le 2 septembre, a écrit aux membres du Conseil pour attirer leur attention sur la situation. La question est venue devant le Conseil de sécurité le 13 septembre, à l'initiative du Royaume uni et de la Suède et a fait l'objet de discussions informelles. Par la suite, le Conseil en a traité, le 28 septembre, à sa 8060^e séance puis le 6 novembre et le 12 décembre. Le Secrétaire général n'a pas mâché pas ses mots. Il est très critique vis à vis de la Birmanie. Le représentant de celle-ci a accusé l'ARSA qualifié de mouvement terroriste et mus en avant les efforts de son pays. Comme on pouvait s'y attendre, les Occidentaux ont été plus sévères, que la Chine ou la Russie – qui se sont montrées beaucoup compréhensives, à l'égard de la Birmanie. Mais ils n'ont présenté aucun projet de résolution condamnant la Birmanie et prévoyant des sanctions contre elle, qui aurait marqué le coup mais rencontré un veto russe et/ou chinois. Ils n'ont pas enclenché non plus le processus des sanctions en dehors du Conseil. Il semble que l'on ait eu conscience que cela n'aurait pas d'autre effet que d'aggraver la situation. Manifestement on a tenu à conserver la carte Aung San Suu Kyi et à ne pas rompre avec les militaires. Cela conserve une porte de sortie du conflit et évite de rejeter la Birmanie dans la dépendance de Pékin. Même si son représentant s'en est plaint, il n'y a pas eu de « pression excessive » sur la Birmanie. Le Conseil s'est exprimé par une déclaration de son Président, mesurée (S/PRST/2017/22) le 6 novembre, qui ne condamne pas. Mais elle fixe assez précisément un cadre pour l'action à venir. En effet le Conseil se félicite de la conclusion du mémorandum d'accord du 24 octobre avec le Bangladesh, qui « engage le gouvernement du Myanmar à collaborer avec le gouvernement du Bangladesh et l'ONU pour permettre le retour librement consenti de tous les réfugiés en toute sécurité et dignité dans leurs foyers ». Ce principe peut être utile face à des militaires qui veulent évidemment limiter au maximum le nombre des retours. Le Conseil de sécurité félicite aussi le Myanmar de s'être engagé publiquement à appliquer les recommandations de la Commission consultative présidée par Kofi Annan et lui demande de « collaborer à l'application rapide et intégrale de ces recommandations ».

On, peut estimer que cette réaction, qui peut sembler anodine voire insuffisante, est en réalité bien adaptée au cas complexe de la Birmanie et qu'elle laisse une petite chance à une sortie du conflit adaptée aux enjeux. L'International n'aura pas créé de handicap trop lourd ou d'obstacle infranchissable. Reste au national à faire sa part, ce qui promet d'être d'autant plus difficile, que la situation peut facilement dégénérer.

Le potentiel d'aggravation de ce conflit est en effet très important, à plusieurs égards.

Il peut d'abord affecter l'équilibre politique interne du pays. La transition démocratique a subi un coup d'arrêt mais la ligne fixée par la Conseil de sécurité qui valide le rapport Annan, la relance. Cela toutefois ne se traduit dans la réalité que si

le retour des Rohingyas, se passe de manière acceptable et que si leur statut évolue dans le sens fixé, vers la citoyenneté.

On s'est interrogé sur les liens éventuels de l'ARSA avec le terrorisme international - certains les admettant -, mais ils n'ont pas été établis. Il reste que les Rohingyas sont musulmans et que Al-Qaida a promis que « le traitement barbare infligé à nos frères musulmans ne restera pas impuni »³⁹. Si le retour et l'évolution du statut en se font pas, il y a fort à craindre que la Birmanie ne devienne une terre de mission pour Al-Qaida, l'EI ou les deux. Cette aggravation affecterait, entre autres, les projets économiques chinois dans l'Etat d'Arakan.

Une troisième aggravation quasi inéluctable si l'évolution nécessaire (retour et changement de statut permettant une intégration des Rohingyas) ne se fait pas est celle des relations avec le Bangladesh.

Enfin, de manière quasi inévitable, la stagnation du conflit ou son aggravation pousserait les Occidentaux, pour rester fidèles à leur image ou sous la pression de l'opinion, à durcir leurs positions. Le conflit peut donc connaître plusieurs transformations, notamment devenir après bien d'autres l'un des fronts de la guerre du terrorisme.

Bien qu'un nouvel accord soit intervenu le 16 janvier entre le Bangladesh et la Birmanie prévoyant un retour des Rohingyas « sous deux ans », la situation a peu évolué en ce sens depuis. Une des conditions, non satisfaite pour le moment, est qu'il y ait des candidats au retour, ce qui implique que sur place, dans l'Etat d'Arakan, la réinstallation soit possible et des conditions de sécurité satisfaisantes assurées. Ces conditions ne sont pas réunies⁴⁰. Le gouvernement birman a certes conclu un accord pour le retour des Rohingyas avec la coopération des Nations unies et il construit des camps pour accueillir les « revenants » mais on parle de la nécessité pour eux d'accepter une carte de vérification nationale les désignant comme « Bengalis », ce qui rendrait très « improbable » le retour⁴¹. On commence à noter un durcissement des positions occidentales et la prise de sanctions contre des responsables militaires birmans par l'Union européenne, le Canada et les Etats unis⁴². *L'International Crisis Group* dans son *Briefing* intitulé *Myanmar's stalled transition* n'est guère optimiste : *the Myanmar government is facing enormous challenges in the peace process, governance, the economy and, by far the most serious, a defining new crisis in Rakhine*⁴³.

III.2. Conflit resté stable.

Somalie/ Encore et toujours les Chabab ?

(68) En guerre civile depuis la chute de Siad Barré en 1991, la Somalie souffre de 3 maux : le séparatisme, les luttes de clans et la violence islamiste. C'est ce dernier qui est récemment le plus important. A tout cela il faut ajouter la piraterie qui a sévi, au large des côtes somaliennes.

2016 avait rappelé que les Chabab étaient toujours là. Ils avaient multiplié les attentats, s'en prenant aussi aux bases de certains des principaux contributeurs à l'AMISOM. Cela contribuait à accroître le malaise de celle-ci et accroissait les incertitudes pour l'avenir. L'IGAD s'alarmait de l'exportation grandissante du groupe. Recrutant désormais dans plusieurs pays d'Afrique de l'est, il était en train de devenir un problème régional visant notamment l'Ethiopie, le Kenya et la Tanzanie. En même temps, il voyait apparaître en Somalie un début de concurrence, de la part de l'Etat islamique, auquel il a refusé de faire allégeance, restant fidèle à

³⁹ Communiqué cité par S Falletti, La crise des Rohingyas... *Le Figaro*, 14 septembre 2017.

⁴⁰ On assisterait en Arakan à une militarisation du territoire hypothéquant le retour des réfugiés, v S Falletti, *Le Figaro* 17/8 mars 2018.

⁴¹ Emilie Lopes, Birmanie : plongée dans l'Etat d'Arakan..., *Le Figaro*, 18 juin 2018.

⁴² V. Arnaud Parmentier, Le silence assourdissant de la communauté internationale, *La Croix*, 27 août 2018.

⁴³ Briefing n° 151 du 28 août 2018.

Al-Qaida. Mais cette concurrence n'était pas une bonne nouvelle, parce que susceptible d'exacerber la violence terroriste. Ce « retour » des Shebab avait conduit les Etats-Unis à intensifier leur action militaire en Somalie, la portant à un niveau jamais atteint depuis leur retrait en 1993. Sous le nom de « campagne de Somalie », ils y avaient mis en place un modèle de guerre, associant forces spéciales, frappes aériennes, emploi des SMP et des alliés locaux, semblable à celui qu'ils avaient développé, à l'époque de B Obama, au Moyen-Orient et en Afrique du nord. Capable de porter des coups sérieux aux djihadistes - par exemple une attaque aérienne d'un centre d'entraînement en mars 2016, tuant plus de 150 miliciens shebab – ce dispositif ne peut cependant mettre fin à un phénomène dont on a pu dire : « Les Chabab ne sont pas un problème : ils ne sont que le thermomètre de la situation en Somalie »⁴⁴.

L'élection, le 8 février 2017, du Président Mohamed Abdullahi, l'homme politique le plus populaire de l'histoire récente du pays, par une Assemblée parlementaire nouvellement élue, en novembre 2016, non au suffrage universel, mais par des délégués choisis par les chefs de clans, a été considérée comme un événement positif, ouvrant « une fenêtre d'opportunité ». Elle permet d'envisager de stabiliser le pays, en lui appliquant une formule de type fédéral où les clans pourraient vivre et cohabiter, tout en respectant le pouvoir central. Cette solution pourrait aussi fournir une porte de sortie, pour le Somaliland et le Puntland. Un accord a été trouvé le 16 avril entre le gouvernement fédéral et les Etats membres sur un dispositif national de sécurité visant à intégrer les forces des régions et de la fédération. L'élection a aussi été suivie par la tenue à Londres, d'une réunion rassemblant une quarantaine d'Etats et d'organisations internationales, qui a débouché sur l'adoption, le 11 mai, d'un « pacte de sécurité » et d'un « nouveau partenariat » pour la Somalie. Ce faisant, la communauté internationale et les nouvelles autorités somaliennes se sont mises d'accord sur une « feuille de route » les engageant mutuellement en matière d'institutions, de sécurité, de lutte contre la pauvreté et de développement économique. Un nouveau plan d'action humanitaire a été prévu comme l'effacement de la dette lié au respect de la feuille de route. Il y a donc eu une succession d'événements positifs. Mais les Chabab ont promis de livrer au nouveau président une « guerre sans merci ». C'est ce qu'ils ont fait en réalisant le 14 octobre, à Mogadiscio, l'attentat le plus meurtrier de l'histoire de la Somalie, avec plus de 300 morts - ce chiffre sera ensuite porté à plus de 500 - et environ 500 blessés. Réaliser le projet conçu en mai sera sans doute plus difficile que prévu. Toutefois, l'attentat - non revendiqué par le Chabab - pourrait bien être un indice de que ce projet, est pertinent. Pour aider au succès du projet, qui comporte notamment la construction d'une armée nationale susceptible de se substituer à l'AMISOM, plusieurs pays se sont mobilisés, dont la Turquie et les Etats Unis. Ces derniers ont envoyé en Somalie, pour la première fois depuis leur départ, un contingent de 500 personnels de leurs forces régulières. Cependant cet engagement plus net est à double tranchant puisqu'il provoque des réactions négatives dans le pays.

A la fin de l'année les efforts pour stabiliser le pays étaient toujours perturbés par les attentats et la situation humanitaire demeurait très mauvaise. Par ailleurs, d'autres circonstances ont aussi eu des effets négatifs sur les relations entre fédération et Etats, notamment la crise entre l'Arabie Saoudite et ses alliés du Golfe et le Qatar, vis-à-vis de laquelle le gouvernement fédéral somalien a pris une position de neutralité⁴⁵. La route vers la paix sera encore longue. Les mandats de l'AMISOM et de la MANUSOM⁴⁶ ont judicieusement été renouvelés ; la Somalie ne peut se passer de cet appui international, pour le moment. Peut-être pour longtemps. Certains observateurs ont un diagnostic très pessimiste⁴⁷.

⁴⁴ Propos de N Mugisha, ancien commandant en chef de l'AMISOM, rapportés par B Meyerfeld, Les Chabab, failles de l'Etat somalien, *Le Monde* 28 septembre 2016. L'engagement des Etats Unis se poursuit sous D Trump, qui aurait étendu, comme en Afghanistan, les pouvoirs donnés aux militaires américains pour mener des frappes. Un soldat américain a été tué le 4 mai, premier mort américain depuis le désastre de 1993. Les Etats Unis en frappé début novembre l'Etat islamique en Somalie.

⁴⁵ Voir sur ce point IISS Armed Conflict Survey 2018, pp 205-206.

⁴⁶ Résolution CS 2408 du 27 mars 2018.

III.3. Conflits en voie d'amélioration.

Ce sont ceux d'Irak et de Syrie, les plus graves au cours des dernières années. Les deux cas restent toutefois nettement différents, mais ils sont liés. On peut également, même si ce point est discuté - certains se demandant s'il ne s'agit pas d'une guerre que l'on veut croire terminée, avant la fin -, mettre dans cette catégorie le Darfour.

III.3.1. En Irak

(69) Le fait majeur de l'année 2017 est la victoire, avec l'aide de la coalition, sur l'Etat islamique. Toutefois l'EI ne disparaît pas, il s'enfonce dans la clandestinité ; il reste un problème de premier plan, qui va se perdurer, sous la forme de la lutte antiterroriste, parmi d'autres, avec lesquels il interfère : la reconstruction, la réconciliation nationale, le rétablissement de l'Etat, la restructuration des forces armées et le traitement du problème des milices, notamment chiites et la mise au point d'une solution pour la question kurde.

La reconstruction promet d'être difficile, à cause de son ampleur - on avance la somme de 700 milliards de \$ -, de la concurrence que lui feront plusieurs autres dossiers de même type et de la forte baisse des contributions américaines.

La réconciliation nationale est vitale pour l'Irak. L'épisode de l'EI l'atteste. Il est né, s'est développé et est devenu la force conquérante que l'on a connue à partir de 2013, en raison de la situation très dégradée des Sunnites irakiens. Fin 2017 cette question demeure. Il reste à trouver pour le pays un système de gouvernement garantissant aux Sunnites de n'être pas les victimes de la majorité chiite, comme ce fut le cas sous la direction de M El Maliki. Faute d'obtenir un résultat satisfaisant, il faut craindre un retour du terrorisme, voire une partition de l'Irak.

C'est un problème de même type que poseront les Kurdes irakiens si une formule fédérale, et un partage des ressources, adéquats, ne sont pas trouvés. La présence de plusieurs puissances extérieures très intéressées et susceptibles de peser, à des degrés divers, sur un ou plusieurs de ces dossiers - Etats Unis, Turquie, Iran, Arabie Saoudite notamment-, risque d'en compliquer fortement le traitement. Certains proposent que la Communauté internationale se mobilise, comme elle le fit à la fin du conflit yougoslave⁴⁸. C'est oublier que le contexte est très différent. Il sera très difficile de trouver en Irak la voie de la paix et d'y cheminer, mais la fin de l'époque où l'Etat islamique contrôlait des morceaux du pays est passée, et l'on peut tenter de s'engager sur ce chemin « montant, sablonneux, malaisé ».

III.3.2. En Syrie

(70) Mise à part l'évolution très défavorable à l'EI, l'année 2017 est marquée par une nette consolidation de la position du régime de Bachar Al Assad, grâce à ses victoires sur l'EI et, plus généralement, sur les forces rebelles, par un niveau d'internationalisation sans précédent et un premier rôle très net pour la Russie. Les Etats Unis de M Trump ont paru, en début d'année n'avoir pas de politique. Puis, en avril, les frappes, qui tranchaient avec le refus d'y procéder de l'administration précédente, unilatérales mais appuyées par les principaux alliés de Washington, ont rappelé que les Etats Unis étaient toujours un acteur de première importance. Ils s'efforceront, avec un succès partiel, d'éviter que les zones où se trouvent le pétrole et le gaz syrien, soient reprises par les forces gouvernementales et leurs alliés. Fait risquant de peser nettement sur les choix des acteurs, la décision prise fin juillet de mettre fin au programme de soutien des groupes combattant le président syrien (Coalition du front Sud), pose le problème de la durée et la solidité des alliances américaines, particulièrement pour les Kurdes irakiens et syriens. En novembre on évoquait la possibilité que les Kurdes tentent de se rapprocher des Russes, pour être admis dans le cadre de négociation, en échangeant leur rapprochement avec le

⁴⁷ Par exemple Roland Marchal, Une victoire sans cesse annoncée et toujours repoussée : la Somalie sous Al-Shabaab, *Diplomatie, Grands dossiers*, n° 42, décembre 2017- Janvier 2018, pp 63-65

⁴⁸ Hugues Dewavrin, Dans la plaine de Ninive... *Le Figaro*, 16-17 décembre 2017.

régime contre la reconnaissance de leur autonomie⁴⁹. Parmi les puissances régionales, la Turquie qu'avait projetée au premier plan, en 2016, le lancement de l'opération « Bouclier de l'Euphrate », est effectivement parvenue à empêcher que toute la partie de la Syrie jouxtant sa frontière soit sous le contrôle des Kurdes syriens, en prenant le contrôle avec l'armée syrienne libre, de la zone de territoire située au nord d'Al-Bab. Elle n'a pas pu aller plus loin dans sa démarche hostile aux projets kurdes, à cause tant des Etats Unis, qui ont poursuivi leurs livraisons aux Kurdes (PYD et FDS) que de la Russie. La Turquie a mis fin le 31 mars à « Bouclier de l'Euphrate » mais a lancé une autre opération début octobre, dans le nord-ouest de la Syrie, à Idlib, dont Damas a exigé le retrait immédiat, la dénonçant comme une « agression flagrante contre la souveraineté et l'intégrité territoriale » de la Syrie (communiqué du 14 octobre).

Pour être moins voyant, le rôle de l'Iran n'en est pas moins très important, en Syrie. L'IISS considère que les milices NDF, les milices chiites en Irak et le Hezbollah, prennent peu à peu le contrôle des territoires qui vont permettre à l'Iran de réaliser l'objectif de disposer d'une bande de territoire le reliant à la Méditerranée⁵⁰. Autre fait notable, le Hezbollah n'est plus simplement la formation qui a tenu tête un mois à Israël, en 2006. De milice, il est devenu « une armée transfrontalière qui intervient non seulement en Syrie, mais aussi en Irak, au Yémen et probablement à Bahreïn »⁵¹. Ces développements expliquent l'intervention grandissante d'Israël en Syrie, dans le cadre, toutefois, d'un « deal » avec Moscou, la Russie pouvant doter la Syrie de moyens anti-aériens, susceptibles de mettre un terme aux incursions de Tel-Aviv, ou d'en augmenter considérablement le prix.

En 2017, les combats concernant l'EI n'étaient qu'une partie des affrontements en Syrie. Selon l'UCDP, les combats qui ont opposé le gouvernement aux autres insurgés, ont fait presque autant de victimes (9433 contre 10996) et ceux des insurgés entre eux et avec l'EI (notamment l'EI et les FDS), plus de 15000. Parmi ces groupes, existaient, plusieurs autres mouvements djihadistes, dont le Front Fatah Al Cham, lié à Al Qaïda. Plusieurs ont fusionné, en janvier 2017, sous sa houlette, dans le Hayat Tahrir al-Cham (HTS, organisation de libération du Levant). Cela semble correspondre à une stratégie de normalisation et à une prise de distance avec Al-Qaïda. Mais aux yeux des Etats Unis, le nouveau groupement reste parmi les mouvements terroristes.

Le paysage des négociations s'est encore compliqué en 2017. A la négociation de Genève est venue s'ajouter celle d'Astana, en début d'année, puis le président russe a lancé, en novembre, la tenue d'un Congrès national syrien. Comme cela était prévisible, la négociation dite de Genève, conduite par l'envoyé spécial de Secrétaire général, sur la base de la résolution 2254 (décembre 2015), a donné lieu à 4 « rounds » en 2017 – après les 3 déjà tenus depuis mars 2016 - mais n'a produit aucun résultat. Malgré des efforts en fin d'année - la situation s'était nettement éclaircie en faveur du régime syrien et on se prenait à espérer, à partir de quelques signes positifs⁵² -, que la réunion de novembre serait positive. On n'a pas dépassé la formule des « négociations de proximité »⁵³. La négociation d'Astana, parrainée par la Russie, l'Iran et la Turquie a, en revanche, à la faveur de plusieurs rencontres successives - 7 à la fin octobre - permis la mise en place de « zones de désescalade » - dans la Ghouta (près de Damas), à Homs (au centre de la Syrie), à Idlib (au nord) et à Deraa (au sud) - et d'ouvrir des discussions entre les représentants du régime et de l'opposition sur les questions militaires. En cela elle constitue un succès, au crédit de la Russie. Cela a sans doute incité M Poutine à lancer l'initiative d'un Congrès national syrien. Contrairement à ce qui a été dit parfois, la négociation d'Astana ne

⁴⁹ V. A Kaval, Les Kurdes syriens misent sur un soutien russe, *Le Monde* 18 novembre 2017.

⁵⁰ IISS Armed Conflict Survey 2018, p 126.

⁵¹ G Malbrunot, Grâce à la Syrie, le Hezbollah est devenu une armée régionale, *Le Figaro* 17 février 2017

⁵² Notamment la formation, sous l'impulsion de la Russie et de l'Arabie saoudite d'une délégation unie de l'opposition.

⁵³ La délégation du régime et celle de l'opposition se sont réunies le 30 novembre mais elles n'étaient pas dans la même salle, l'envoyé spécial faisait la navette entre elles.

remplace pas celle de Genève. Elle n'a pas cet objet et ne peut pas se substituer au processus mené par les Nations unies. Mais elle peut contribuer à faire bouger les lignes. Les zones de désescalade ont facilité la lutte contre l'EI. Les lignes et principes de la négociation ayant été fixés par le Conseil de sécurité, la grande question est devenue celle de savoir qui pourra accéder à la négociation et voir ses intérêts pris en compte. Le blocage existant sur ce point, de divers côtés – les rebelles anti Bachar el Assad, la Turquie pour les Kurdes -, il est logique qu'à la faveur de l'évolution des rapports de forces, des initiatives soient prises pour essayer d'ouvrir la voie.

Dire que « les Occidentaux ont été mis sur la touche par la Russie »⁵⁴ et sont marginalisés, est très excessif. Cela est d'abord inexact en ce qui concerne les opérations militaires. Une bonne part de ce qui a changé, notamment en ce qui concerne l'EI, est dû aux actions des forces kurdes soutenues par les Etats-Unis. Les Occidentaux continueront de peser inévitablement, via les Nations unies et le Conseil de sécurité, incontournables pour valider quelque solution que ce soit et lui donner une légitimité. Etant ceux qui disposent des moyens les plus importants, ils sont aussi inévitables pour la reconstruction du pays. Cela pourrait offrir à l'UE un rôle de tout premier plan. On ne doit pas, enfin, perdre de vue, qu'ils disposent si nécessaire, d'un pouvoir de nuisance réel, à même de faire échouer une solution à laquelle ils seraient hostiles.

III.3.3 Deux dossiers, qui en font un.

(71) Si on doit signaler l'amélioration des guerres d'Irak et de Syrie, il reste que la paix et, plus encore le retour à la normale sont encore très lointain et un retour en arrière ne peut être écarté. Il n'y aura pas de solution durable aux crises d'Irak et de Syrie, sans consensus suffisant des grandes puissances et des principales puissances régionales intéressées. Ces contraintes s'ajoutent aux problèmes nationaux, et le dossier se complique encore en raison du fait que les deux cas forment en partie un même dossier. Ils se rejoignent par les questions, kurde et sunnite/chiite, et un passé commun, dans l'empire ottoman, que les guerres ont fait resurgir, incitant à émettre l'hypothèse d'un redécoupage territorial, différent de celui découlant des accords Sykes-Picot.

Ceci posé, il y a plusieurs grandes différences entre les 2 cas. D'abord, sur le plan politique, Irak et Syrie sont dans des situations bien différentes. Le premier a un gouvernement légitime. En Syrie, la légitimité du gouvernement de Bachar el Assad est toujours en question et il n'a pas encore repris le contrôle du pays, ce qui rend nécessaire et complique une négociation qui, en 2017, n'a toujours donné aucun résultat. Un pas important a toutefois été accompli, en 2017, dans la mesure où les Etats-Unis et la France, tout en continuant à condamner les crimes du régime, ne font plus de son départ, un préalable. Cette évolution suggère que l'on a compris que Bachar el-Assad avait ou allait, probablement l'emporter et qu'il faudrait « faire avec ». Cependant, il faut préciser que fin 2017, la reconquête n'a été opérée qu'en partie, par l'armée syrienne appuyée par la Russie, l'Iran et le Hezbollah. La reprise de Raqqa est le fait des forces arabo-Kurdes (FDS) soutenues par les Etats-Unis, très combattives ; et ce sont l'armée turque et l'armée syrienne libre (ASL) qui sont entrées à Idlib, tenue non par l'EI mais par Al-Qaida, en octobre. L'armée de Bachar el Assad a repris une grande partie de la « Syrie utile », mais elle ne contrôle pas encore l'ensemble du pays. La guerre est donc loin d'être finie, entre le gouvernement et les rebelles, et entre ces derniers.

La seconde différence importante est dans un degré supérieur d'internationalisation avec la présence très active de Moscou parmi les acteurs principaux - la Russie est même en 2017 le principal acteur extérieur. Cela donne au conflit syrien, où l'on retrouve les autres acteurs mentionnés à propos de l'Irak, une autre envergure. Pour le moment, le conflit syrien valorise nettement Moscou. Mais il n'est pas clos. On remarque aussi que le rapprochement entre la Russie et l'Iran se renforce au fil des ans. Mais cette alliance comporte également des tensions. Les

⁵⁴ Isabelle Lasserre, Le Figaro 22 novembre 2017

intérêts et objectifs des deux partenaires, qui ne se trouvent pas au même niveau de puissance, sont loin de coïncider totalement.

Enfin, troisième différence, que l'on aperçoit au moment de la reprise de Deir ez-Zor, il existe un risque que les puissances impliquées en viennent à s'affronter. La région de Deir ez-Zor est celle du gaz et du pétrole, vitale pour l'avenir de la Syrie. Il s'est produit, au moment de la reconquête, une course de vitesse, entre les groupes soutenus par les Etats Unis et l'Armée syrienne et ses appuis, dont la Russie. Le dossier syrien est encore plus internationalisé que celui d'Irak. Les principaux acteurs locaux ont chacun des appuis internationaux, des parrains - la Russie, l'Iran et le Hezbollah pour les forces du régime, les Etats Unis, les autres occidentaux, les pays arabes, en particulier l'Arabie saoudite, pour les forces arabo-kurdes et la Turquie pour l'armée syrienne libre. Jusqu'à présent les confrontations trop directes, ont été évitées. Il se peut que continuer à le faire devienne plus difficile, à mesure que le conflit va approcher de sa fin militaire.

III.3.4. Darfour (Soudan).

(72) La Soudan et le Sud Soudan, qui s'en est séparé en 2011, avec l'assentiment de la communauté internationale, comptent un nombre de conflits impressionnant. Le Baromètre des conflits en mentionne 6 pour le Sud-Soudan, dont 2 d'intensité 5 en 2017 et 6 également pour le Soudan, en 2017.

C'est la situation du Darfour qui retiendra notre attention dans cette note⁵⁵. Cette région est en crise depuis les années 1970. La crise s'est aggravée sous le régime islamiste, montant au niveau de la guerre. Mais il semble qu'il y ait une amélioration récemment, puisque le Conseil de sécurité a décidé, le 29 juin 2017 de réduire le format de la MINUAD, force conjointe de l'UA et des Nations unies.

On constate toutefois, des divergences d'évaluation parmi les analystes. L'HHIK maintient le conflit au niveau 5. *Ongoing Conflicts* (Wikipedia) le classe toujours parmi les guerres. Cette guerre est-elle finie, en passe de finir ? Certains le contestent⁵⁶. Si la guerre est finie, il est logique de réduire puis de retirer la MINUAD, comme le veut le Soudan. Si ce n'est pas le cas, il s'agit d'une décision critiquable et potentiellement génératrice d'une situation plus grave.

La situation a incontestablement évolué. Dans son rapport d'octobre 2016, le Secrétaire général notait : « Au cours des trois dernières années, le succès des opérations militaires lancées par le Gouvernement soudanais contre les mouvements rebelles a radicalement transformé le conflit armé au Darfour et permis de mettre fin aux affrontements entre forces gouvernementales et rebelles, sauf dans la région du djebel Marra, où les combats se poursuivent ». (S/2016/915, § 19). L'opération « été décisif », conduite en trois phases, entre janvier 2014 et juin 2016, a porté ses fruits. En 2017, les rebelles n'ont plus la capacité d'affronter efficacement l'armée. L'Armée de libération du Soudan-faction Minni-Minawi (ALS-MM) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) n'auraient même plus de présence active au Darfour et au Soudan et l'armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid (ALS/AW) toujours présente n'aurait plus qu'une capacité militaire et une zone d'action très réduite. Les forces armées soudanaises contrôleraient la plus grande partie du territoire (S/2017/437 §§ 5-6).

Mais, autre versant du dossier, si les combats entre forces gouvernementales et rebelles ont pratiquement cessé, la violence n'a pas disparu. Les milices armées, qui ont aidé les forces soudanaises à réprimer l'insurrection n'ont pas été désarmées et continuent de sévir ; la violence intercommunautaire, exacerbée par la présence des milices et alimentée par le nombre élevé d'armes en circulation, subsiste en raison de

⁵⁵ Pour les autres conflits relatifs au Soudan et au Sud Soudan, on se reportera aux développements du *Barometer 2017* et à ceux du *Conflicts Survey 2018*, de l'IISS.

⁵⁶ Voir l'entretien de Maria Lopakhine (avec T Delage), *Diplomatie, Grands dossiers* n° 42, décembre 2017- janvier 2018, p 68, placé sous le titre : Darfour : un conflit loin d'être terminé ?

différents liés à l'accès à la terre, à l'eau ou à d'autres ressources. La population civile, en particulier les femmes et les personnes déplacées (2,7 millions) sont particulièrement vulnérables. En somme, ainsi que le disait le chef des opérations de maintien de la paix le 12 janvier, les griefs à l'origine du conflit sont toujours d'actualité⁵⁷. Ces données, exposées dans le rapport spécial de la Présidente de la Commission de l'Union africaine et du Secrétaire général de l'ONU sur l'examen stratégique de l'Opération hybride Union Africaine- Nations Unies au Darfour (S/2017/437 du 18 mai 2017), étaient bien connues de lui, quand le Conseil de sécurité a discuté le changement de format de la MINUAD et l'a décidé, suivant leur recommandation, le 29 juin. Elles figurent d'ailleurs dans le texte de la résolution 2363, adoptée à l'unanimité.

Cette résolution reconfigure la MINUAD, reconduite jusqu'au 30 juin 2018, en deux phases, avec une évaluation avant le 1^{er} janvier 2018. La première phase prévoit la fermeture de 11 bases d'opérations de la force et la réduction de sa composante militaire de 15845 à 11395 et de sa composante policière de 3403 à 2888 personnes. L'évaluation permettra de passer à la phase 2, le 31 janvier, de retarder le passage ou de modifier la phase. Si le passage se fait normalement les effectifs seront ramenés à 8735 militaires et 2500 policiers. La résolution 2363 réaffirme les priorités stratégiques de la MINUAD énoncées dans 2296 (2016) et adopte un nouveau concept d'opérations selon les régions. Dans la plus grande partie du Darfour, où n'ont pas eu lieu des affrontements récents, l'approche sera axée sur la consolidation de la paix (appui à la police et aux institutions, protection des civils, médiation dans les conflits intercommunautaires, suivi de la réforme du secteur de la sécurité) mais dans le Djebel Marra et ses environs, elle conservera les attributions plus classiques de maintien de la paix (protection militaire, enlèvement des restes explosifs de guerre, secours d'urgence). Le Conseil lui conserve « l'autorisation de prendre toutes les mesures requises » et souligne que sa restructuration « doit être compensée par une capacité accrue de répondre aux menaces de manière rapide et efficace ».

Les rapports suivants montrent que la violence subsiste ensuite au Darfour, sur tous les points notés - milices, relations intercommunautaires, armes, personnes déplacées et même entre le gouvernement et les rebelles, en mai et juin 2017 (S/2017/746 et S/2017/907) mais, par la suite, les affrontements gouvernement rebelles ont cessé et il ne s'est produit aucun événement de nature à empêcher le passage à la seconde phase, avec certaines adaptations et moyennant des concessions de la part du gouvernement soudanais (ouverture d'une base temporaire de la MINUAD à Golo dans le Djebel Marra) comme le montre la déclaration faite, au nom du Conseil de sécurité par son président, le 31 janvier (S/PRST/2018/4). Le rapport d'évaluation a donc permis le passage à la seconde phase du nouveau format⁵⁸.

Il est certes difficile de croire que la décision des Etats Unis de réduire leur contribution financière au maintien de la paix, le fait qu'ils aient également mis fin, en octobre 2017, à la plus grande partie de leurs sanctions à l'égard du Soudan, ou encore, que l'importance du Soudan, du point de vue des migration africaines qui affectent l'Europe, n'ont pas joué dans la décision de reconfigurer la MINUAD. Il est possible que cet allègement soit intervenu trop tôt et qu'il ait des effets négatifs, par exemple en favorisant les transferts d'éléments armés vers la Libye ou au Soudan du Sud, ce que signalait en décembre le président du Comité sur le Soudan⁵⁹. On peut aussi remarquer que les mandats d'arrêt de la CPI restent inexécutés et que le processus de paix n'a pas avancé, pour conclure que cet allègement est prématuré et malheureux. Le rapport de l'IISS estime qu'« en 2017, le Darfour semble s'être enlisé dans un sombre et violent statu quo que ni la communauté internationale ni le régime de Khartoum ne semblaient décidés à régler de manière significative »⁶⁰. Toutefois, pour le moment, accepter l'idée d'une sorte de démission de la

⁵⁷ 7860 e séance, CS/12678.

⁵⁸ S/2018/12, 4 Janvier 2018

⁵⁹ Il s'agit du Comité 1591 (2005) voir CS/13106 du 7 décembre 2017

⁶⁰ *Armed Conflict Survey* 2018, p 224

Communauté internationale paraît très excessif, si on tient compte du fait que les sanctions du Conseil de sécurité contre le Soudan ont été maintenues jusqu'en mars 2018, puis renouvelées jusqu'au 12 mars 2019 et que la MINUAD elle-même a été prorogée jusqu'au 30 juin 2010 (résolution 2429 (2018) adoptée à l'unanimité). Le Conseil ne s'est pas défaussé, laissant le champ libre au Soudan.

Il faut savoir s'adapter et gérer au mieux des moyens limités. Un conflit qui s'améliore n'est pas terminé, il peut continuer dans cette voie – et à cet égard la route risque d'être encore longue au Darfour- ou repartir en sens inverse. Pour le moment, on peut ajouter au signe de l'amélioration (+) un ?